



**PRÉFÈTE
DE LA HAUTE-SAVOIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Pôle administratif des installations classées

La préfète de la Haute-Savoie

Annecy, le

28 JUIL. 2025

Chevalier de la légion d'honneur

Chevalier de l'ordre national du mérite

Arrêté n°PAIC-2025-0055

**Instituant des servitudes d'utilité publique sur l'emprise
de l'ancienne décharge de La Frasse sur la commune de Passy
(siret : 257 400 663 00031)**

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L.515-12, R.515-31-1 à R.515-31-7,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et notamment son article 43 ;

VU le décret du 19 mars 2025 portant nomination de Madame Emmanuelle DUBÉE, préfète, en qualité de préfète de la Haute-Savoie ;

VU le décret du 6 décembre 2022, nommant M. David-Anthony DELAVOËT, administrateur de l'État hors classe, détaché en qualité de sous-préfet hors classe, secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie ;

VU l'arrêté préfectoral n°SGCD/SLI/PAC/2025-010 du 7 avril 2025 donnant délégation de signature à Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie ;

VU le courrier du 26 juin 2025 de la préfecture concernant la suppléance du secrétaire général ;

VU l'arrêté préfectoral n° 4251 du 12 novembre 1974, autorisant le Syndicat Intercommunal de la Moyenne Vallée de l'Arve, devenu depuis Syndicat Intercommunal de Traitement des Ordures



Ménagères (SITOM) des Vallées du Mont-Blanc, à exploiter sur le territoire de la commune de Passy une décharge d'ordures ménagères préalablement broyées, dite « Décharge de la Frasse. » ;

VU les arrêtés préfectoraux n° 95-1424 et 95-1425 du 25 juillet 1995 prescrivant respectivement au SITOM des Vallées du Mont-Blanc, la réalisation d'une étude préparatoire à la réhabilitation de la décharge de la Frasse et la gestion des lixiviats dont elle est à l'origine ;

VU le rapport du 3 septembre 2013 relatif à la décharge de la Frasse, réalisé par la société INGEOS et intitulé « Évaluation de l'état des milieux. Proposition de mesures de gestion environnementale » et référencé D2036-13-001-IndA,

VU le rapport du 9 avril 2014 relatif à la décharge de la Frasse, réalisé par la société INGEOS et intitulé « Remise en état de la décharge – État des lieux – Études d'avant-projet sommaire », et référencé D2145-13-001 – IndB,

VU l'arrêté préfectoral n°2014283-0011 du 10 octobre 2014 abrogeant l'arrêté préfectoral n° 95-1425 du 25 juillet 1995 précité et prescrivant au SITOM des Vallées du Mont-Blanc la remise en état du site de l'ancienne décharge conformément au scénario 2 présenté dans le rapport du 9 avril 2014 précité, les modalités de surveillance des lixiviats et des eaux souterraines, les modalités de gestion des lixiviats, les modalités d'entretien du site, ainsi que la transmission d'une demande d'institution de servitudes d'utilité publique,

VU la demande d'institution de servitude d'utilité publique transmise le 7 mai 2024 par le SITOM des Vallées du Mont-Blanc, rédigée par la société INGEOS, datée du 19 janvier 2024 et référencée D6028-23-001-IndB,

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 30 juin 2025 ;

VU l'absence d'observation de la part de l'exploitant, notifiée au Pôle Administratif des Installations Classées (PAIC) par son courriel du 18 juillet 2025 à 10 H 27 dans le cadre de la phase contradictoire,

CONSIDÉRANT qu'après les travaux de réhabilitation de l'ancienne décharge de La Frasse, l'état résiduel du site ainsi que des eaux souterraines nécessitent la mise en place de restrictions d'usage visant à garantir la compatibilité de l'occupation des sols et de l'usage des milieux,

CONSIDÉRANT que les servitudes prescrites dans le présent arrêté sont nécessaires pour préserver les intérêts mentionnés aux articles L.511-1 et L.221-1 du code de l'environnement,

SUR la proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er}

Sur le territoire de la commune de Passy, des servitudes d'utilité publique sont instaurées sur les parcelles suivantes :

Emprise des servitudes proposées			
Commune	Références cadastrales		Superficie située dans l'emprise de la décharge (m²)
	Section	Parcelle	
Passy	D	335 pp	65
		345 pp	205
		336 pp	370
		337 pp	257
		339 pp	227
		343 pp	315
		344 pp	218
		346 pp	362
		419 pp	60
		441 pp	30
		1 893 pp	234
	C	1340 pp	376
		1341 pp	15815
		1342	401
		1343 pp	1920
		1344 pp	1070
		2099 pp	990
	Tracé ancien cours d'eau sans référence cadastrale		500
Superficie totale :			23 415 m²

La mention « pp » après le numéro de la parcelle signifie que la servitude ne porte que sur une partie de la parcelle.

L'article 2 précise l'énoncé de chacune des servitudes d'utilité publique et les parcelles sur lesquelles elles s'appliquent.

Les documents suivants sont joints :

- Annexe 1 : un plan faisant ressortir le périmètre défini en application de l'article R.515-31-2, les aires correspondant à chaque catégorie de servitudes, les parcelles des terrains et les bâtiments indiquant leurs usages actuels et envisagés,
- Annexe 2 : Liste des ouvrages de surveillance des eaux souterraines.

L'utilisation du site, et notamment les modalités d'édification de nouvelles constructions ou de démolition des constructions existantes devra toujours être compatible avec l'état environnemental du sol, du sous-sol et de la nappe.

Article 2 – Restrictions d'usage

Énoncé des servitudes d'utilité publique et parcelles sur lesquelles elles s'appliquent :

N°	Libellé de la servitude	Parcelles concernées
1 – Généralités		
1.1	<p>Aménagement du site de l'ancienne décharge</p> <p>Les terrains mentionnés ont été placés dans un état visant les objectifs suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • assurer la stabilité du sol, • drainer les eaux superficielles provenant de l'amont ainsi que les eaux de pluie afin de limiter leur infiltration et leur percolation au travers du massif de déchets, • capter les lixiviats souterrains pour les diriger vers une installation de traitement telle qu'une station d'épuration urbaine, • surveiller la qualité des eaux souterraines, • limiter l'accès du site de l'ancienne décharge : <ul style="list-style-type: none"> ◦ aux représentants du SITOM des Vallées du Mont-Blanc, ◦ aux représentants de ses ayants droit, ◦ aux représentants des autorités compétentes de la commune de Passy et des services de l'État, ◦ aux personnes mandatées par le SITOM des Vallées du Mont-Blanc, par ses ayants droit, par la commune de Passy ou par les services de l'État. <p>Toute modification apportée aux aménagements réalisés, susceptible de dégrader leur efficacité dans l'atteinte des objectifs précités sont des changements d'usage soumis aux dispositions de la prescription 1.2.</p>	<p>D335pp, D345p, D336pp, D337pp, D339pp, D343pp, D344pp, D346pp, D419pp, D441pp, D1893pp, C1340pp, C1341pp, C1342, C1343pp, C1344pp, C2099pp, tracé de l'ancien cours d'eau sans référence cadastrale, situé dans l'emprise de l'ancienne décharge.</p>
1.2	<p>Procédure de changement d'usage</p> <p>Toute modification de l'usage des terrains ou des dispositions de la présente servitude est subordonnée à la réalisation, aux frais et sous la responsabilité de la personne qui en est à l'origine, d'études et de mesures permettant de justifier que le risque résiduel est compatible avec le nouvel usage prévu.</p> <p>Cette possibilité de changement d'usage est réduite aux dispositions du présent tableau la mentionnant explicitement.</p> <p>Les mesures définies par ces études se substituent alors aux prescriptions du présent tableau.</p>	<p>D335pp, D345p, D336pp, D337pp, D339pp, D343pp, D344pp, D346pp, D419pp, D441pp, D1893pp, C1340pp, C1341pp, C1342, C1343pp, C1344pp, C2099pp, tracé de l'ancien cours d'eau sans référence cadastrale, situé dans l'emprise de l'ancienne décharge.</p>

	Les dispositions de l'article L.556-1 du code de l'environnement sont applicables.	
1.3	Permis de construire ou d'aménager Le cas échéant, le pétitionnaire joint à sa demande de permis de construire ou d'aménager : <ul style="list-style-type: none"> soit un document justifiant que le projet ne constitue pas un changement d'usage au sens du point 1.2 ; soit, dans le cas d'un changement d'usage, une attestation d'un bureau d'étude certifié dans le domaine des sites et sols pollués ou équivalent justifiant que l'état des sols est compatible avec le nouvel usage projeté, selon les modalités de l'article L.556-1 du code de l'environnement. Cette attestation devra en particulier porter sur les aspects chimique et mécanique de la compatibilité du projet et en particulier sur la non-dégradation des conditions d'atteinte des objectifs mentionnés au point 1.1. 	D335pp, D345p, D336pp, D337pp, D339pp, D343pp, D344pp, D346pp, D419pp, D441pp, D1893pp, C1340pp, C1341pp, C1342, C1343pp, C1344pp, C2099pp, tracé de l'ancien cours d'eau sans référence cadastrale, situé dans l'emprise de l'ancienne décharge.
2 – Occupations des sols, usages des eaux souterraines		
2.1	Occupations des sols strictement interdites sur l'ensemble du site de l'ancienne décharge Les occupations suivantes des sols sont strictement interdites et ne peuvent pas faire l'objet de la procédure de changement d'usage prévue au point 1.2 : <ul style="list-style-type: none"> tout usage sensible, notamment les crèches, les écoles maternelles ou élémentaires, les établissements accueillant des enfants handicapés relevant du domaine médico-social, les aires de jeux, les collèges et lycées ainsi que les établissements accueillant en formation professionnelle des élèves de la même tranche d'âge, la plantation et la culture d'arbres, arbustes ou de quelconques végétaux susceptibles de constituer ou de produire des denrées alimentaires, le pâturage, la plantation d'espèces végétales susceptibles, par leur développement racinaire, de dégrader la couverture des déchets. 	D335pp, D345p, D336pp, D337pp, D339pp, D343pp, D344pp, D346pp, D419pp, D441pp, D1893pp, C1340pp, C1341pp, C1342, C1343pp, C1344pp, C2099pp, tracé de l'ancien cours d'eau sans référence cadastrale, situé dans l'emprise de l'ancienne décharge.
2.2	Occupations autorisées sur l'ensemble du site de l'ancienne décharge Les occupations liées : <ul style="list-style-type: none"> aux opérations destinées à la surveillance de l'efficacité des aménagements réalisés pour mettre le site dans les conditions précisées au point 1.1, à l'entretien de ces aménagements ou, le cas échéant à 	D335pp, D345p, D336pp, D337pp, D339pp, D343pp, D344pp, D346pp, D419pp, D441pp, D1893pp, C1340pp, C1341pp, C1342, C1343pp, C1344pp, C2099pp, tracé de l'ancien cours d'eau sans

	<p>leur remise en état,</p> <ul style="list-style-type: none"> à l'entretien des pistes permettant l'accès aux différents secteurs du site, à l'entretien de la végétation et notamment des opérations prescrites au point 5.2, <p>sont autorisées sous réserve qu'elles ne dégradent pas l'efficacité des aménagements visant l'atteinte des objectifs mentionnés au point 1.1. Dans le cas contraire, ces occupations sont soumises aux dispositions du point 1.2.</p>	<p>référence cadastrale, situé dans l'emprise de l'ancienne décharge.</p>
2.3	<p>Occupations autorisées sur certaines parties du site de l'ancienne décharge</p> <p>Sont autorisés sur les parties situées hors de l'emprise du massif de déchets et dont le sol a été stabilisé par de l'enrobé, des gravillons ou sur lesquelles sont aménagées des fosses :</p> <ul style="list-style-type: none"> les activités destinées à collecter, traiter, expédier les lixiviats vers une installation de traitement ou une station d'épuration, ainsi que les aménagements relatifs à l'alimentation électrique des équipements nécessaires à ces opérations, le stockage de matériel urbain (conteneurs de déchets vides, poubelles vides...), les activités et les transits de biens, de produits, de substances ou de déchets, dans des volumes et dans des conditions inférieures aux seuils de classement de la nomenclature des installations classées et non susceptibles de générer de rejets liquides et notamment des jus. 	<p>Les parties :</p> <ul style="list-style-type: none"> des parcelles C1341, C1343, C1344, C2099, D419, D441, du tracé de l'ancien cours d'eau sans référence cadastrale, <p>situées hors du massif de déchets et dont le sol a été stabilisé par de l'enrobé, des gravillons ou sur lesquelles sont aménagées des fosses.</p>
2.4	<p>Occupations des sols soumises aux dispositions du point 1.2</p> <p>Les changements d'usage de tout ou partie du site de l'ancienne décharge définis à l'article R.556-1-B du code de l'environnement correspondants à des occupations non visées aux points 2.1 à 2.3 sont soumis aux dispositions du point 1.2 et, le cas échéant, du point 1.3.</p> <p>En particulier, la création de nouvelles pistes ou la réalisation de nouveaux ouvrages piézométriques sont soumises aux dispositions du point 1.2.</p>	<p>D335pp, D345p, D336pp, D337pp, D339pp, D343pp, D344pp, D346pp, D419pp, D441pp, D1893pp, C1340pp, C1341pp, C1342, C1343pp, C1344pp, C2099pp, tracé de l'ancien cours d'eau sans référence cadastrale, situé dans l'emprise de l'ancienne décharge.</p>
2.5	<p>Usage des eaux souterraines</p> <p>Sont interdits tout pompage et toute utilisation des eaux souterraines, à l'exception :</p> <ul style="list-style-type: none"> des opérations listées aux points 2.2 et 2.3, liées à leur surveillance et à leur traitement, de travaux visant les objectifs mentionnés au point 1.1 ou ayant été justifiés en application du point 1.2 et, le cas 	<p>D335pp, D345p, D336pp, D337pp, D339pp, D343pp, D344pp, D346pp, D419pp, D441pp, D1893pp, C1340pp, C1341pp, C1342, C1343pp, C1344pp, C2099pp, tracé de l'ancien cours d'eau sans référence cadastrale, situé</p>

	<p>échéant, du point 1.3.</p> <p>Cette interdiction ne pourra pas faire l'objet des dispositions du point 1.2.</p>	<p>dans l'emprise de l'ancienne décharge.</p>
3. Travaux dans l'emprise de l'ancienne décharge		
3.1 Travaux	<p>Sont interdites :</p> <ul style="list-style-type: none"> • toute modification des écoulements superficiels, sauf travaux visant à améliorer leur interception par les ouvrages de collecte des eaux pluviales, • toute connexion d'ouvrages extérieurs d'apport d'eaux superficielles susceptibles de générer des infiltrations d'eau dans le massif de déchets. <p>Cette interdiction ne pourra pas faire l'objet des dispositions du point 1.2.</p> <p>Les autres travaux affectant le sol ou le sous-sol du site, notamment les affouillements ou les excavations, les opérations susceptibles d'affecter l'écoulement des eaux souterraines ou de surface, y compris ceux visant à améliorer leur interception par des ouvrages de collecte des eaux pluviales, sont soumis aux dispositions des points 1.2 et, le cas échéant, 1.3.</p> <p>Les études réalisées au titre du point 1.2 et, le cas échéant, du point 1.3 pour des travaux susceptibles de porter atteinte à la qualité des eaux de la nappe ou à leurs conditions d'écoulement ainsi que pour ceux susceptibles de générer des eaux d'exhaure devront en particulier porter sur les modalités de surveillance des eaux souterraines et superficielles, sur la gestion des eaux exhaures et sur les dispositions de mise en sécurité du site en cas de résultats d'analyse traduisant un impact non acceptable sur certains milieux.</p>	<p>D335pp, D345p, D336pp, D337pp, D339pp, D343pp, D344pp, D346pp, D419pp, D441pp, D1893pp, C1340pp, C1341pp, C1342, C1343pp, C1344pp, C2099pp, tracé de l'ancien cours d'eau sans référence cadastrale, situé dans l'emprise de l'ancienne décharge.</p>
3.2 Organisation des travaux	<p>Tous travaux réalisés dans les conditions définies au point 3.1, affectant le sol ou le sous-sol du site, notamment les affouillements ou les excavations de terres ou matériaux enterrés, font l'objet, aux frais et sous la responsabilité de la personne à l'origine de ces travaux, de mesures de gestion et de précaution adaptées, conformément à la réglementation applicable. Le cas échéant, ils pourront faire l'objet d'un plan de retrait ou de confinement.</p> <p>Ces travaux ne doivent pas conduire à remobiliser, solubiliser, ou faire migrer les polluants notamment vers les eaux de surface et</p>	<p>D335pp, D345p, D336pp, D337pp, D339pp, D343pp, D344pp, D346pp, D419pp, D441pp, D1893pp, C1340pp, C1341pp, C1342, C1343pp, C1344pp, C2099pp, tracé de l'ancien cours d'eau sans référence cadastrale, situé dans l'emprise de l'ancienne décharge.</p>

	<p>les eaux souterraines ou dans l'air.</p> <p>Les matériaux excavés et entreposés temporairement sur le site sont répartis en tas sensiblement homogènes quant à leur origine, ou leur traitement éventuel futur, ou leur destination finale (évacuation en centre de stockage externe, réutilisation en remblais sur site...).</p> <p>Chaque tas est clairement identifié de façon à prévenir toute erreur dans le devenir des matériaux qui le constituent : traitement, évacuation en centre de stockage extérieur, réutilisation comme remblai sur site notamment.</p> <p>Tout déplacement de terres polluées ou de déchets sur site est tracée, les polluants caractérisés (nature, tonnage, teneurs....), et localisés sur un plan conservé par le propriétaire.</p>	
3.3	<p>Matériaux excavés lors des travaux</p> <p>Tous les déchets excavés dans le cadre de travaux et non remis en place sur le site devront faire l'objet d'un traitement en filière autorisée dans une installation classée pour la protection de l'environnement.</p>	<p>D335pp, D345p, D336pp, D337pp, D339pp, D343pp, D344pp, D346pp, D419pp, D441pp, D1893pp, C1340pp, C1341pp, C1342, C1343pp, C1344pp, C2099pp, tracé de l'ancien cours d'eau sans référence cadastrale, situé dans l'emprise de l'ancienne décharge.</p>
4. Accès		
4.1	<p>Clôture</p> <p>Le site sera doté d'une clôture, artificielle ou naturelle, sur l'ensemble de son périmètre. L'accès se fera par des portails fermés à clé.</p> <p>La clôture et les portails seront entretenus de façon à rester opérationnels de façon permanente.</p>	<p>D335pp, D345p, D336pp, D337pp, D339pp, D343pp, D344pp, D346pp, D419pp, D441pp, D1893pp, C1340pp, C1341pp, C1342, C1343pp, C1344pp, C2099pp, tracé de l'ancien cours d'eau sans référence cadastrale, situé dans l'emprise de l'ancienne décharge.</p>
4.2	<p>Accès</p> <p>L'accès sera interdit au public et à toute personne non mentionnée ci après.</p> <p>Une autorisation permanente d'accès à l'intégralité du site est accordée :</p> <ul style="list-style-type: none"> • aux représentants du SITOM des Vallées du Mont-Blanc, • aux représentants de ses ayants droit, • aux représentants des autorités compétentes de la commune de Passy et des services de l'État, • aux personnes mandatées par le SITOM des Vallées du 	<p>D335pp, D345p, D336pp, D337pp, D339pp, D343pp, D344pp, D346pp, D419pp, D441pp, D1893pp, C1340pp, C1341pp, C1342, C1343pp, C1344pp, C2099pp, tracé de l'ancien cours d'eau sans référence cadastrale, situé dans l'emprise de l'ancienne décharge.</p>

	<p>Mont-Blanc, par ses ayants droit, par la commune de Passy ou par les services de l'État.</p> <p>Cette autorisation est valable pour les personnes, les véhicules ainsi que pour les matériels.</p>	
5 – Entretien des aménagements et des équipements		
5.1	<p>Entretien de la couverture du site de l'ancienne décharge</p> <p>La couverture du site sera maintenue en bon état afin de répondre aux objectifs mentionnés au point 1.1.</p> <p>En cas de dégradation de celle-ci, notamment en raison de phénomènes de tassement des terrains ou de ravinement, les opérations d'entretien ou de remise en état seront réalisées pour que la couverture du site retrouve son efficacité initiale.</p>	<p>D335pp, D345p, D336pp, D337pp, D339pp, D343pp, D344pp, D346pp, D419pp, D441pp, D1893pp, C1340pp, C1341pp, C1342, C1343pp, C1344pp, C2099pp, tracé de l'ancien cours d'eau sans référence cadastrale, situé dans l'emprise de l'ancienne décharge.</p>
5.2	<p>Entretien des végétaux</p> <p>Un entretien préventif régulier de la végétation sera réalisé. Cet entretien permettra d'éradiquer les espèces susceptibles, par leur développement racinaire, de dégrader la couverture des déchets.</p>	<p>D335pp, D345p, D336pp, D337pp, D339pp, D343pp, D344pp, D346pp, D419pp, D441pp, D1893pp, C1340pp, C1341pp, C1342, C1343pp, C1344pp, C2099pp, tracé de l'ancien cours d'eau sans référence cadastrale, situé dans l'emprise de l'ancienne décharge.</p>
5.3	<p>Entretien des aménagements et ouvrages de gestion des eaux superficielles</p> <p>La fonctionnalité :</p> <ul style="list-style-type: none"> des ouvrages et aménagements réalisés pour assurer le détournement des eaux superficielles issues de l'amont, vers l'extérieur de l'emprise du site de la décharge, des ouvrages et aménagements destinés à intercepter et à collecter des eaux pluviales afin qu'elles ne s'infiltrant pas dans le massif de déchets, <p>et, le cas échéant, les opérations nécessaires à leur remise en état seront réalisés de façon à garantir leur efficacité continue dans le temps.</p>	<p>D335pp, D345p, D336pp, D337pp, D339pp, D343pp, D344pp, D346pp, D419pp, D441pp, D1893pp, C1340pp, C1341pp, C1342, C1343pp, C1344pp, C2099pp, tracé de l'ancien cours d'eau sans référence cadastrale, situé dans l'emprise de l'ancienne décharge.</p>
5.4	<p>Entretien des aménagements et ouvrages de gestion des lixiviats</p> <p>La surveillance de la fonctionnalité des aménagements et des équipements destinés à collecter les lixiviats du site de la décharge, à les traiter ou à les transporter vers des installations de traitement, sera réalisée. Le cas échéant, les opérations nécessaires à leur remise en état seront conduites de façon à</p>	<p>D335pp, D345p, D336pp, D337pp, D339pp, D343pp, D344pp, D346pp, D419pp, D441pp, D1893pp, C1340pp, C1341pp, C1342, C1343pp, C1344pp, C2099pp, tracé de</p>

	garantir leur efficacité continue dans le temps. L'approvisionnement en énergie nécessaire au fonctionnement de ces équipements sera assuré de façon à garantir leur efficacité continue dans le temps.	l'ancien cours d'eau sans référence cadastrale, situé dans l'emprise de l'ancienne décharge.
5.5	Entretien des pistes Les pistes permettant d'accéder aux différents points du site de la décharge dans le cadre de sa surveillance seront entretenues de façon à rester opérationnelles. Si des dégradations étaient constatées, et notamment des tassements, des travaux devraient être réalisés pour rétablir le bon état de la couverture comme prescrit au point 5.1 ainsi que la fonctionnalité de la piste concernée.	D335pp, D345p, D336pp, D337pp, D339pp, D343pp, D344pp, D346pp, D419pp, D441pp, D1893pp, C1340pp, C1341pp, C1342, C1343pp, C1344pp, C2099pp, tracé de l'ancien cours d'eau sans référence cadastrale, situé dans l'emprise de l'ancienne décharge.

La mention « pp » après le numéro de la parcelle signifie que la servitude ne porte que sur une partie de la parcelle.

Article 3 – Information des tiers

En cas de mise à disposition d'un tiers, à titre gratuit ou onéreux, de tout ou partie des parcelles visées à l'article 1, le propriétaire informe les occupants sur l'état du site et les restrictions d'usage visées précédemment, en les obligeant contractuellement à les respecter.

En cas de mutation à titre gratuit ou onéreux des parcelles visées à l'article 1, le propriétaire informe le nouvel ayant-droit des restrictions d'usage visées ci-dessus, en obligeant ledit ayant-droit à les respecter en ses lieux et place. Les études d'état des sols et des eaux souterraines à l'issue des travaux de réhabilitation, et les analyses des risques résiduels associées, sont transmises au nouveau propriétaire.

Article 4 – Notification et recours

Le présent arrêté sera notifié au SITOM des vallées du Mont-Blanc.

Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

La présente décision peut être déférée par l'exploitant auprès du Tribunal administratif de Grenoble, notamment par la voie postale ou par la voie dématérialisée depuis le portail « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse « www.telerecours.fr », dans les délais prévus par l'article R 181-50 du code de l'environnement :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article R 181-50 dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de la présente décision,

2° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de 2 mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois le délai mentionné à l'article 1.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté portant enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer le dit arrêté à la juridiction administrative.

Article 5 – Publicité

En vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de la commune de Passy et peut y être consultée,
- un extrait du présent arrêté est affiché à la mairie de la commune de Passy pendant une durée minimale d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire,
- le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Haute-Savoie pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 6 – Application

Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture et Monsieur le Directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement, chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture dont une copie sera adressée à :

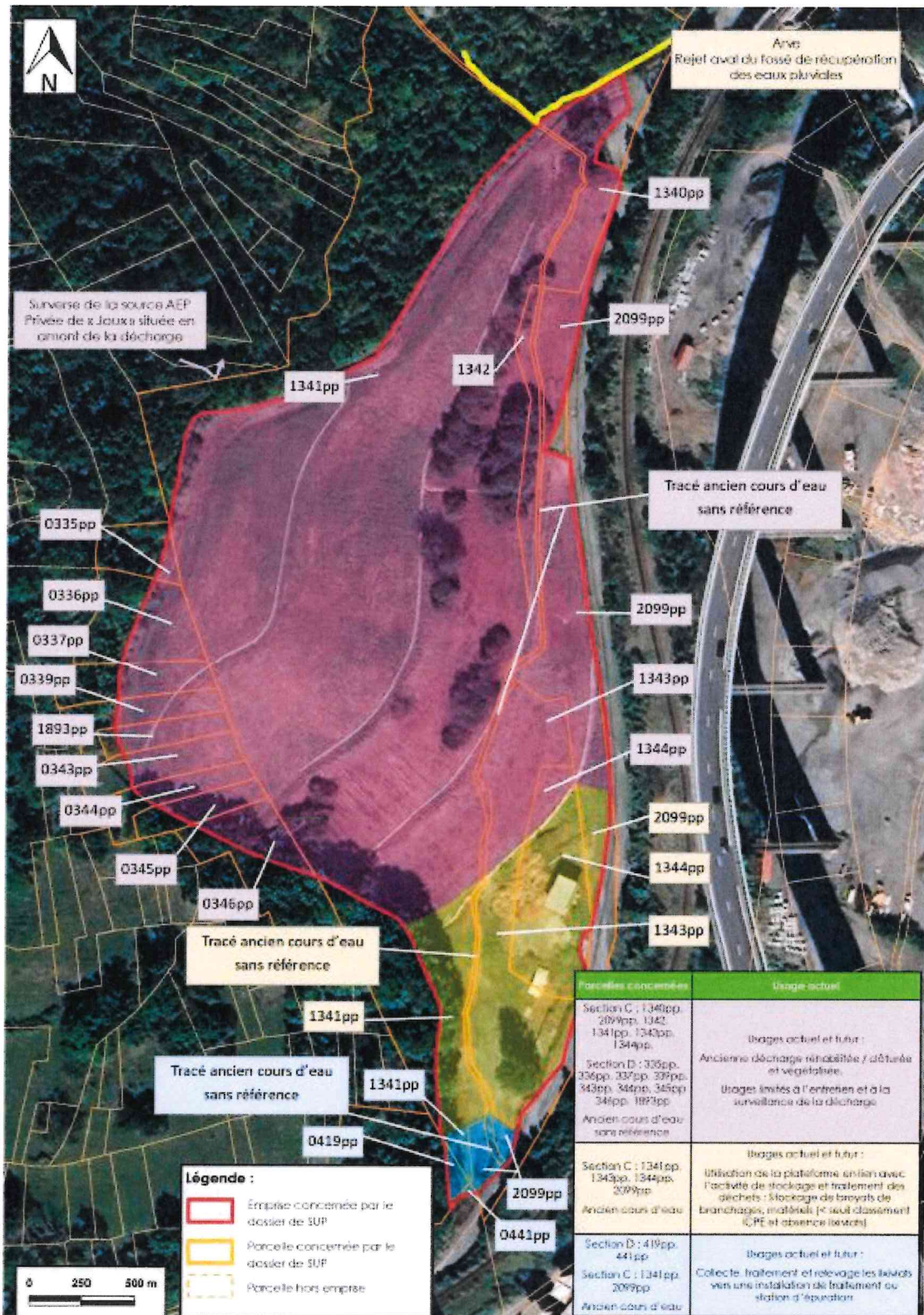
- à monsieur le maire de Passy ;
- à monsieur le sous-préfet de Bonneville.

Pour la Préfète,
Le secrétaire général,



David-Anthony DELAVOËT

ANNEXE 1



- Dans la zone rose : servitudes applicables n° 1.1, 1.2, 1.3, 2.1, 2.2, 2.4, 2.5, 3.1, 3.2, 3.3, 4.1, 4.2, 5.1, 5.2, 5.3, 5.4, 5.5.
- Dans les zones jaune et bleue : servitudes applicables : n° 1.1, 1.2, 1.3, 2.1, 2.2, 2.3, 2.4, 2.5, 3.1, 3.2, 3.3, 4.1, 4.2, 5.1, 5.2, 5.3, 5.4, 5.5.

ANNEXE 2

Plan d'implantation des piézomètres

